



UNION EUROPÉENNE  
Fonds européen agricole pour  
le développement rural :  
l'Europe investit dans les  
zones rurales



PRÉFET  
DE LA RÉGION  
HAUTS-DE-FRANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité



PRÉFET  
DU PAS-DE-CALAIS

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

**Notice spécifique de la mesure**  
**« Absence de traitement phytosanitaire de synthèse sur cultures**  
**légumières »**  
**« NC\_SOH7\_LGA4 »**

**du territoire « Pays de Saint-Omer – Zones Humides »**

Campagne 2021

***En 2021, cette mesure est ouverte aux engagements d'une durée de 1 an.***

## **1. OBJECTIFS DE LA MESURE**

Cette opération vise à supprimer l'utilisation de traitements phytosanitaires de synthèse<sup>1</sup>. Il suppose, pour ce faire, la mise en place d'une stratégie de protection des cultures alternative, constituée par un ensemble cohérent de solutions agronomiques limitant le recours aux produits phytosanitaires à l'échelle de la rotation<sup>2</sup> et de l'itinéraire de conduite de culture<sup>3</sup>, incluant le désherbage mécanique ou thermique. S'il est conseillé de proposer au niveau régional un mode de conduite de culture type reposant sur une telle stratégie, l'élaboration de cette stratégie est laissée à l'appréciation de l'agriculteur pour lui permettre de s'adapter au mieux aux atouts et contraintes de son exploitation. Il s'agit ainsi d'une exigence de résultats et non de moyens techniques à mettre en œuvre.

Cette opération diffère d'une conversion à l'agriculture biologique, dans la mesure où les engrais de synthèse sont autorisés.

Elle doit être mobilisée prioritairement sur des territoires à enjeu « eau » présentant un risque de pollution par les produits phytosanitaires particulièrement fort, en particulier dans les zones d'alimentation des captages. Mais elle peut également être proposée sur des territoires à enjeu « biodiversité » lorsque la protection de ces milieux nécessite l'interdiction des traitements phytosanitaires (ex : site Natura 2000).

<sup>1</sup> Les produits phytosanitaires dont l'emploi est autorisé en agriculture biologique sont en revanche autorisés (ex : substances actives minérales telles que le cuivre, le soufre, ou substances organiques naturelles)

<sup>2</sup> Ex : diversité des cultures, cultures étouffantes

<sup>3</sup> Travail du sol en interculture, choix variétal, date, densité et écartement du semis, désherbage mécanique, niveau de fertilisation azotée limité

L'interdiction de traitements phytosanitaires de synthèse concerne également l'interculture en grandes cultures et en cultures légumières de plein champ. mp. Elle concerne l'ensemble de la parcelle, rangs et inter-rangs en cultures ligneuses pérennes (arboriculture et viticulture).

## 2. MONTANT DE LA MESURE

---

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 310,71 € par hectare engagé** vous sera versée pendant la durée de l'engagement.

Fiches opérations	Libellé
PHYTO_03	Absence de traitement phytosanitaire de synthèse

## 3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

---

Le respect des critères suivants conditionne l'éligibilité à la mesure. Ces conditions d'éligibilité doivent **être respectées durant toute la durée de l'engagement. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

### 3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2022, vous devez respecter les conditions spécifiques à la mesure.

**Vous devez engager 30 % des surfaces éligibles de votre exploitation.**

### 3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

La mesure est ouverte pour les **cultures légumières de plein champs.**

Vous pouvez engager dans cette mesure les cultures légumières de plein champ de votre exploitation, dans la limite du montant plafond éventuellement fixé par un cofinancier au niveau de la mesure.

Les cultures légumières éligibles sont toutes les cultures relevant dans le dossier PAC de la catégorie légumes et fruits si elles sont cultivées en plein champ, à l'exception des cultures pérennes et du tabac (pour une exploitation légumière, pommes de terre, ail et oignons sont éligibles dans la catégorie légumes) ; y compris lorsque ces cultures sont conduites en inter-rang. Sont également éligibles les libellés de cultures suivants de la catégorie divers : Autre mélange de plante fixant l'azote.

Les surfaces en jachères et les surfaces portant des plantes fixant l'azote engagées dans cette mesure ne peuvent pas être comptabilisées dans les 5 % de surfaces d'intérêt écologique au titre du verdissement.

#### 4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières. Si les capacités financières sont insuffisantes pour couvrir toutes les demandes d'engagement, une sélection pourra s'avérer nécessaire. Cette sélection sera effectuée dans l'ordre des priorités défini selon les procédures propres à chaque financeur. Les demandes d'engagement seront retenues intégralement au sein d'une même catégorie de priorité. Lorsque les capacités financières ne permettent plus le financement de toutes les demandes d'aide au sein d'une même priorité, aucune demande d'engagement ne sera retenue pour cette priorité.

#### 5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

L'ensemble de vos obligations doit être respecté dès le 15 mai 2021, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de cette mesure sont décrites dans le tableau ci-dessous.

**ATTENTION** : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble de l'engagement (anomalie définitive)**. Dans ce cas, les demandes de versements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes. Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).

*Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2022 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.*

Conformément à la réglementation européenne, en cas de modification des normes et exigences ou obligations réglementaires, ou pour permettre l'adaptation au cadre réglementaire de la période de programmation suivante, une clause de révision pourra être appliquée.

Obligations liées au cahier des charges et aux critères d'éligibilité  à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Étendue de l'anomalie
Absence d'utilisation de traitements	Sur place Visuel (absence	Cahier d'enregistreme	Définitif	Principale	Totale

phytosanitaires de synthèse sur <b>au minimum 100 % de la surface engagée</b> (= coefficient d'étalement) (sauf traitement localisé, conforme à l'éventuel arrêté préfectoral de lutte contre les plantes envahissantes pris au titre de l'article L.251-8 du code rural)	de traces d'herbicide) Documentaire	nt des pratiques phytosanitaires et des pratiques alternatives <sup>4</sup> (voir point 6)			
Enregistrement des pratiques alternatives	Sur place Documentaire	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires et des pratiques alternatives	Réversible	Secondaire	Totale

**ATTENTION** : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

## 6. REGLES SPECIFIQUES A LA MESURE

Les traitements localisés autorisés correspondent à ceux visant à lutter contre les chardons, les rumex et les plantes envahissantes conformément à l'arrêté préfectoral de lutte contre les plantes envahissantes et à l'arrêté du 12 septembre 2006, relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L.253-1 du code rural.

Précision sur le cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires : la tenue de ce cahier est obligatoire au titre de la conditionnalité (paquet hygiène relatif aux produits phytopharmaceutiques).

Au titre de la conditionnalité, il faut enregistrer toutes les utilisations de produits phytopharmaceutiques, y compris sur les prairies, avec les informations relatives à :

- l'ilot PAC ou l'identification de la parcelle traitée ;
- la culture produite sur cette parcelle (avec précision de la variété) ;
- le nom commercial complet du produit utilisé ;
- la quantité ou la dose de produit utilisée ;

<sup>4</sup> **La tenue de de cahier relève des obligations au titre de la conditionnalité. Il constitue cependant une pièce indispensable du contrôle.** Aussi, l'absence ou la non-tenue de ce cahier le jour du contrôle se traduira par la suspension de l'aide pour l'année considérée.

- la date du traitement ;
- la (ou les) dates de récolte.

#### Modèle cahier enregistrement

Numéro de parcelle (coordonnées GPS ou référence cadastrale ou RPG)			
Type d'intervention (application traitements phytosanitaire, semis, faux- semis, etc.)	Date	Nom complet de la spécialité commerciale	Quantité/dose avec les unités correspondantes
Ex : plantation des choux fleurs	15/03/2018	Martinet	10 000 pieds/ha
Ex : passage bineuse	15/04/2018		
Ex : passage bineuse	01/05/2018		
Ex : récolte	01/06/2018		8000 têtes/ha

Variable(s) locale(s) : **Coefficient d'étalement e9 (part minimum de la surface totale engagée sur laquelle il y a interdiction de traitement herbicide chaque année) = 100 %**